



N°89
Mars 2013

Lettre d'information de l'Antenne de la CTC à Bruxelles

SOMMAIRE

BREVES p.2 à 5

- ☆ **Affaires maritimes et Pêche**
[Adoption de mesures visant à soutenir la croissance bleue grâce à une gestion durable des zones marines et côtières](#)
- ☆ **Agriculture**
[De l'intérêt des indications géographiques protégées](#)
- ☆ **Cadre Financier Pluriannuel**
[Rejet du cadre financier pluriannuel par le Parlement européen](#)
- ☆ **Emploi et Affaires sociales**
[Initiative pour l'emploi des jeunes](#)
- ☆ **Energie et Climat**
[Consultation sur l'accord international de 2015 sur le changement climatique](#)
- ☆ **Environnement**
[Le Livre vert sur la stratégie des déchets plastiques dans l'environnement](#)
- ☆ **Politique de cohésion**
[Publication des PIB régionaux 2010](#)
- ☆ **Recherche et Innovation**
[Tableau de bord de l'innovation 2013](#)
- ☆ **Réseaux transeuropéens**
[Adoption par le Conseil du règlement sur les infrastructures énergétiques](#)
- ☆ **Société de l'information**
[La Commission propose des règles pour réduire les coûts d'installation du haut débit](#)

- Agenda** p.6
- Appels d'Offres** p.7 à 8
- Offres de partenariat** p.9
- Consultations** p.10
- Bibliothèque** p.11 à 14

CONTACT

Antenne de la CTC
36 rue Breydel
B- 1040 Bruxelles
Email : ctc.bruxelles@skynet.be

A LA UNE

La Commission ouvre l'horizon 2030 pour le climat et l'énergie

La Commission européenne vient de publier un Livre vert sur l'élaboration d'un cadre européen pour 2030 dans les domaines du changement climatique et de l'énergie (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »), qui marque le lancement d'une consultation de toutes les parties intéressées (voir rubrique « [Consultations](#) »).

Depuis l'adoption en 2008 des objectifs pour 2020 (20% de renouvelables, 20% de réduction de gaz à effet de serre (GES) et 20% d'efficacité énergétique), d'importants changements sont intervenus : la crise économique et les progrès des technologies. La Commission européenne estime donc qu'il est important de convenir dès maintenant d'un nouveau cadre pour 2030 dont les principaux objectifs sont la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la sécurisation de l'approvisionnement énergétique et le soutien à la croissance, à la compétitivité et l'emploi dans une approche alliant haute technologie et efficacité économique. Selon la Commission européenne, une adoption dès à présent du nouveau cadre pour 2030 permettra notamment de donner aux investisseurs et aux entreprises un horizon fiable, de renforcer la demande de technologies énergétiquement efficaces et à faible intensité de carbone et ainsi de stimuler des travaux de recherche. De plus, un accord international en matière de changement climatique devant être adopté en 2015 (voir rubrique « [Brèves](#) »), l'UE devra rapidement trancher sur son propre niveau d'ambition pour 2030.

La consultation, ouverte jusqu'au 2 juillet 2013, porte sur les enseignements à tirer du cadre existant, la définition des objectifs pour 2030, la façon dont le cadre 2030 pourra répondre au mieux à la compétitivité de l'UE et à la sécurité de son approvisionnement énergétique, et la prise en compte des capacités d'action des Etats membres.

Le cadre pour 2030 s'appuiera sur l'expérience et les leçons tirées du cadre pour 2020. A ce sujet, la Commission vient de publier un rapport sur les progrès accomplis dans le domaine des sources d'énergie renouvelables (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Selon le rapport, les émissions de GES de l'UE étaient en 2011 inférieures de 16% par rapport à 1990, la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique était de 12,7% en 2012 contre 8,6% en 2005.

Pour 2030 et concernant les GES, le Livre vert reconnaît que les scénarii associés aux feuilles de route pour 2050 ([la feuille de route pour l'énergie](#) et [la feuille de route pour une économie à faible intensité de carbone](#) de 2011) donnent à penser que les émissions devraient être réduites de 40% par rapport aux niveaux de 1990 pour qu'une réduction de 80 à 95% d'ici à 2050 soit possible. Pour les renouvelables, l'objectif de la Commission est de proposer des objectifs contraignants tout en tenant compte du potentiel de chaque Etat membre. Enfin, concernant l'efficacité énergétique, la directive ayant été adoptée fin 2012, il est trop tôt pour la Commission pour proposer des mesures.

Enfin, parallèlement à ce Livre vert, la Commission européenne a publié une communication sur le captage et le stockage de carbone (voir rubrique « [Bibliothèque](#) ») et lancé également une consultation sur ce sujet (voir rubrique « [Consultations](#) »), dont les résultats seront pris en compte dans les travaux d'établissement du cadre 2030.

Les propositions législatives sur le cadre 2030 devraient être présentées par la Commission à la fin de l'année 2013.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/energy/green_paper_2030_en.htm



AFFAIRES MARITIMES ET PECHE**Adoption de mesures visant à soutenir la croissance bleue grâce à une gestion durable des zones marines et côtières**

La Commission européenne vient de présenter une proposition de directive visant à améliorer la planification des activités maritimes en mer et la gestion des zones côtières en mettant en place un cadre européen commun en la matière (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). L'objectif est de garantir une croissance durable des activités maritimes et côtières et une utilisation durable des ressources en mer et sur les côtes.

Les activités humaines et économiques (la production d'énergie éolienne en mer, la pose de câbles et de réseaux de canalisations sous-marins, le transport maritime, la pêche et l'aquaculture) s'intensifient dans les eaux marines et les zones côtières. Or une coordination insuffisante peut engendrer une concurrence pour l'espace disponible et de fortes pressions sur les ressources naturelles. La Commission propose ainsi d'imposer aux États membres d'établir une cartographie de ces activités dans le cadre de programmes de planification de l'espace maritime pour parvenir à une exploitation plus efficace des mers. Ils devront concevoir des stratégies de gestion des zones côtières permettant une coordination des mesures entre les différents domaines d'action dont relèvent les activités dans les zones côtières. Toutes les parties prenantes concernées devront être associées et les États membres devront également coopérer avec les États voisins.

L'application cohérente de la planification de l'espace maritime et de la gestion intégrée des zones côtières améliorera aussi la coordination entre les activités terrestres et maritimes et aura des effets bénéfiques dans des domaines tels que le raccordement des installations de production d'énergie éolienne en mer aux réseaux énergétiques à terre, ou les travaux d'infrastructure visant à protéger les franges côtières contre l'érosion et le changement climatique qui ont aussi une incidence sur les activités dans les eaux côtières.

Afin de renforcer la sécurité pour les investisseurs, de réduire la charge administrative pesant sur les opérateurs et les pouvoirs publics et d'économiser du temps, la Commission européenne propose le principe du « guichet unique ». Selon les estimations, ce système devrait permettre de dégager environ 1,6 milliards d'€ d'avantages économiques dans toute l'UE, particulièrement au bénéfice des PME, et l'accélération des investissements dans les parcs d'éoliennes et les activités aquacoles pourrait générer selon des études, entre 60 millions d'€ (dans le cas d'une accélération sur 1 an) et 600 millions d'€ (dans le cas d'une accélération sur 3 ans) d'ici à 2020.

La proposition de la Commission va maintenant être examinée par le Conseil de l'UE et par le Parlement européen. Une fois adoptée, cette législation contribuera également à améliorer la mise en œuvre de la législation de l'UE en matière d'environnement.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/maritimeaffairs/policy/maritime_spatial_planning/index_fr.htm
<http://ec.europa.eu/environment/icz/home.htm>

AGRICULTURE**De l'intérêt des indications géographiques protégées**

Selon une étude récemment publiée par la Commission européenne, les produits européens bénéficiant d'une indication géographique protégée sont vendus à un prix 2,23 fois supérieur à celui de produits similaires non protégés par une indication géographique.

Ainsi, entre 2005 et 2010, la valeur des ventes de l'ensemble des indications géographiques protégées de l'UE ont connu une hausse de 12%. Parmi les 4 secteurs principaux (vins, produits agricoles et alimentaires, alcools et vins aromatisés), la hausse la plus importante a concerné les produits agricoles et alimentaires avec 19 % de croissance.

Au total, la valeur des ventes des indications géographiques européennes était estimée en 2010 à 54,3 milliards d'€, dont plus de la moitié (56%) concernait le secteur des vins, puis les produits agricoles et alimentaires (29%), les alcools (15%) et les vins aromatisés (0,1%). Les États membres bénéficiaires sont la France et l'Italie avec 60% du total de la valeur des ventes des indications géographiques protégées, suivis par l'Allemagne et le Royaume-Uni (21% du total de la valeur des ventes) et l'Espagne, le Portugal, et la Grèce (13%). L'étude, qui a porté sur plus de 3.000 indications géographiques, souligne également que, outre le prix supérieur, le producteur d'une indication géographique protégée peut bénéficier des fonds européens pour la promotion des produits de qualité et d'un régime strict de protection à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/agriculture/external-studies/value-gi_en.htm (en anglais uniquement)



CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Rejet du cadre financier pluriannuel par le Parlement européen

Le 13 mars dernier, le Parlement européen a rejeté à une solide majorité (506 voix contre) l'accord sur le cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020 conclu par les chefs d'État et de gouvernement de l'UE le 8 février dernier (Voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

En adoptant cette résolution, le Parlement européen - qui ne demande ni une révision des montants ni une nouvelle répartition entre les rubriques du prochain budget - ouvre la voie des négociations avec le Conseil.

Une de ses exigences les plus concrètes est l'augmentation du budget 2013 de l'UE afin de couvrir le vide qui n'a pas été comblé l'an dernier au niveau des paiements. L'objectif du Parlement européen étant que le prochain CFP démarre sur la base la plus saine possible. Sur cette demande ainsi que sur celle de la flexibilité budgétaire, un accord avec le Conseil semble probable.

Sur ces deux autres demandes, la clause de révision contraignante du CFP (un cadre financier temporaire de « crise », pour 2 ans, puis une renégociation en 2015-16) et l'engagement politique sur l'introduction de nouvelles ressources propres pour remplacer les contributions nationales, un accord avec le Conseil paraît moins évident.

Le Parlement européen demande également à la Commission de ne pas tenir compte de l'accord conclu sur le CFP 2014-2020 par les dirigeants européens lors de l'élaboration du budget 2014 de l'UE et il l'invite aussi à préciser comment son projet de budget contribuera au Pacte pour la croissance et l'emploi, notamment sur les investissements dans la connaissance (éducation, recherche et innovation), les infrastructures, les PME, les énergies renouvelables, le développement durable, l'entrepreneuriat, l'emploi (essentiellement l'emploi des jeunes) et les compétences, ainsi que sur le renforcement de la cohésion économique, sociale et territoriale.

Cette résolution n'est pas le vote final du Parlement européen mais elle confirme le mandat de négociations aux rapporteurs du Parlement européen, MM Reimer BOGE (PPE, allemand) et Ivailo KALFIN (SetD, bulgare), en vue d'un accord en juin prochain.

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Initiative pour l'emploi des jeunes

A l'occasion du Conseil européen des 14 et 15 mars derniers, la Commission européenne a présenté une communication établissant les règles opérationnelles de l'Initiative pour l'emploi des jeunes, décidée au Conseil européen de février dernier (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

La Communication précise ainsi que l'Initiative pour l'emploi des jeunes sera ouverte à toutes les régions dont le taux de chômage des jeunes est supérieur à 25% et sera dotée d'un budget de 6 milliards d'€ sur 7 ans (2014-2020), provenant pour moitié d'un financement dans le cadre des investissements ciblés du FSE et pour l'autre d'une enveloppe provenant d'une ligne budgétaire dédiée.

En pratique, tous les jeunes âgés de 15 à 24 ans sans emploi et ne suivant ni études, ni formation se verraient proposer un emploi, un complément de formation, un apprentissage ou un stage dans les 4 mois suivant le début de leur période de chômage ou leur sortie de l'enseignement formel.

La Commission précise également que des mesures précises seront convenues entre la Commission et les États membres dans le cadre du processus de programmation de la politique de cohésion et que seule la contribution du FSE devra être complétée financièrement par les États membres.

ENERGIE ET CLIMAT

Consultation sur l'accord international de 2015 sur le changement climatique

Lors de la conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenue à Durban en décembre 2011, des négociations ont été lancées pour développer un nouvel accord international sur le changement climatique s'appliquant à tous les pays. Cet accord, qui prendra la forme d'un protocole, devrait être adopté en 2015 pour une mise en œuvre dès 2020.

C'est dans ce cadre que la Commission européenne vient de lancer une consultation, ouverte jusqu'au 26 juin 2013, qui invite toutes les parties intéressées à apporter leur contribution afin de déterminer les meilleurs moyens d'élaborer le futur régime international en matière de changement climatique (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Toutes les réponses seront analysées et prises en considération pour l'élaboration de la position de l'UE sur l'accord de 2015.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/clima/policies/international/negotiations/future/index_en.htm

ENVIRONNEMENT



Le Livre vert sur la stratégie des déchets plastiques dans l'environnement

La Commission européenne vient de publier un Livre vert sur les déchets plastiques dans l'environnement (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »), qui marque le lancement d'une consultation sur les possibilités d'améliorer la durabilité des produits plastiques tout au long de leur cycle de vie et de réduire l'incidence de leurs déchets sur l'environnement (voir rubrique « [Consultations](#) »).

Jusqu'à 10 millions de tonnes de déchets, pour la plupart plastiques, finissent chaque année dans les océans et les mers et en font progressivement la plus vaste décharge de déchets plastiques du monde. Seule la moitié des déchets plastiques produits en Europe est mis en décharge, alors que les matières plastiques peuvent contenir des composants dangereux et que leur élimination peut donner lieu à des émissions indésirables et à des résidus polluants concentrés.

Ces problèmes ne sont pas ciblés par la législation actuelle de l'UE en matière de déchets, même si dans le cadre de la directive-cadre relative aux déchets, les États membres doivent, comme pour les autres déchets, privilégier la prévention et le recyclage par rapport à d'autres modes d'élimination.

Le Livre vert a donc pour objectif de définir un meilleur cadre intégrant la prévention et le recyclage des déchets dans la conception des produits plastiques pour soutenir l'éco-conception et l'innovation environnementale. La consultation, ouverte jusqu'au 25 juin 2013, invite toutes les parties prenantes à donner leur avis notamment sur :

- la façon d'adapter la législation actuelle afin de gérer les déchets plastiques et d'encourager leur réutilisation, leur recyclage et leur valorisation par rapport à la mise en décharge ;
- l'efficacité d'objectifs potentiels de recyclage et de mesures économiques (interdictions et taxes de mise en décharge, régimes de tarification du type « payer pour jeter », etc.) ;
- les possibilités d'amélioration de la conception modulaire et chimique des matières plastiques afin d'augmenter leur caractère recyclable, sur la réduction des déchets marins et sur l'opportunité de promouvoir les matières plastiques biodégradables.

Les résultats de la consultation alimenteront l'évaluation générale de la politique européenne en matière de déchets et l'élaboration d'une éventuelle action politique ou d'une législation spécifique en matière de déchets plastiques.

Plus d'infos : http://ec.europa.eu/environment/consultations/plastic_waste_en.htm

POLITIQUE DE COHESION

Publication des PIB régionaux 2010

L'Office statistique de l'UE, Eurostat, vient de publier les PIB par habitant des 270 régions européennes (NUTS 2) de l'UE27 et ceux-ci varient de 26 % de la moyenne européenne (région de Severozapaden en Bulgarie) à 328 % de la moyenne européenne (région d'Inner London au Royaume-Uni).

En 2010, 41 régions dépassaient le seuil de 125% de la moyenne européenne, dont 8 régions se situaient en Allemagne, 5 aux Pays-Bas et en Autriche, 4 en Belgique, 3 en Espagne, en Italie et au Royaume-Uni, 2 en Finlande et en Suède, **1 région en France (Ile de France avec un PIB/hab. à 180% de la moyenne européenne)**, au Danemark, en Irlande, au Luxembourg, en République tchèque, et en Slovaquie.

Les régions ayant le plus faible PIB par habitant se situaient toutes en Bulgarie et en Roumanie. En 2010, 68 régions avaient un PIB/hab. inférieur à 75 % de la moyenne européenne, dont 15 régions en Pologne, 7 en République tchèque, en Grèce et en Roumanie, 6 en Hongrie, 5 en Bulgarie et en Italie, **3 en France (Guyane avec un PIB/hab. à 53% de la moyenne européenne, Guadeloupe 62%, Réunion 68%)**, au Portugal et en Slovaquie, 2 au Royaume-Uni et 1 région en Espagne, en Slovénie, en Estonie, en Lettonie et en Lituanie.

Le PIB par habitant de la Corse pour 2010 est quant à lui à 90% de la moyenne européenne.

Plus d'infos : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/1-21032013-AP/FR/1-21032013-AP-FR.PDF

RECHERCHE ET INNOVATION

Tableau de bord de l'innovation 2013

Malgré la poursuite de la crise économique, les résultats en matière d'innovation s'améliorent d'année en année dans l'UE, mais le clivage entre les États membres ne cesse de s'accroître. C'est ce qui ressort du traditionnel tableau de bord de l'Union de l'innovation (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »). Pour 2013, le classement général reste relativement stable : la Suède arrive en tête et la France est toujours dans le groupe des « suiveurs de l'innovation » (après le groupe des « champions de l'innovation » et avant ceux des innovateurs « modérés » et « modestes »). Au cours de la période 2008-2013, la performance annuelle de l'UE en matière d'innovation a augmenté de 1,6%. L'augmentation du taux annuel de l'Estonie est de +7,1%, les taux les plus bas étant enregistrés en Pologne (0,4%), Bulgarie et Suède (0,6%).

En comparaison avec d'autres pays européens, la Suisse occupe toujours la position de champion, dépassant de loin tous les pays de l'UE. Au plan international, une fois de plus, la Corée du Sud, les États-Unis et le Japon ont de meilleurs résultats que l'UE. Toutefois, depuis 2008, l'UE a réduit de près de moitié son retard par rapport aux États-Unis et au Japon.

En parallèle à ce tableau de bord, la Commission européenne a publié un rapport sur l'état de l'Union de l'innovation en 2012 et un document sur les progrès de la mise en œuvre de cette stratégie dans chaque État membre et pays associé (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

RESEAUX TRANSEUROPEENS

Adoption par le Conseil du règlement sur les infrastructures énergétiques

Le Conseil a récemment adopté le règlement concernant les nouvelles orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes (voir rubrique « [Bibliothèque](#) ») déjà approuvé formellement par le Parlement européen auparavant suite à un accord entre les 2 institutions fin 2012.

Le règlement définit 12 corridors et domaines prioritaires européens dans le secteur de l'électricité, du gaz, du pétrole et du carbone. C'est sur cette base que se fera la sélection de « projets d'intérêt commun » (projets transfrontières ou susceptibles de présenter un intérêt pour 2 États membres au moins), qui devront également répondre à des critères d'intégration sur le marché, de durabilité et de sécurité d'approvisionnement. Les demandes d'obtention de statut de « projet d'intérêt commun », soumises par les opérateurs des projets, seront évaluées par 12 groupes d'experts régionaux composés de représentants des États membres, de la Commission européenne, de gestionnaires de réseaux de transports et des opérateurs de projets. La décision de conférer le statut de « projet d'intérêt commun » reviendra aux États membres et à la Commission. Chaque groupe régional dressera une liste régionale de projet et la Commission européenne publiera une « liste de l'Union » comprenant tous les projets retenus. La nouvelle procédure d'attribution des permis sera plus transparente et sa durée ne devrait généralement pas excéder 6 mois et 3 ans, ce qui permettra de réduire de 30% en moyenne les frais administratifs supportés par les promoteurs de projets. Une 1^{ère} liste sera publiée avant fin juillet 2013 puis la liste sera établie tous les 2 ans. La Commission européenne mettra en place une plateforme en ligne d'informations accessible au grand public. Un rapport sur la mise en œuvre des projets sera publié par la Commission au plus tard en 2017.

Ces projets devraient bénéficier d'un financement au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe. Si la Commission européenne a, dans ses propositions pour le budget 2014-2020, proposé 9,1 milliards d'€ aux infrastructures énergétique, ce montant a été réduit d'1/3 par le Conseil lors dans son texte adopté en février dernier.

SOCIETE DE L'INFORMATION

La Commission propose des règles pour réduire les coûts d'installation du haut débit

La Commission européenne a récemment proposé de nouvelles règles qui permettraient, selon ses estimations, de réduire de 30% les coûts des travaux de génie civil, qui représentent jusqu'à 80 % des coûts de déploiement des réseaux à haut débit soit une économie entre 40 et 60 milliards d'€ pour les entreprises (voir rubrique « [Bibliothèque](#) »).

Le nouveau règlement, fondé sur les meilleures pratiques mises en œuvre dans divers États membres (la France, notamment), repose sur 4 axes :

- la simplification de l'octroi des permis, qui est actuellement une procédure complexe et longue, en particulier pour les pylônes et les antennes, en délivrant ou en refusant les permis dans un délai de 6 mois sauf exception et en permettant que les demandes soient introduites par l'intermédiaire d'un point de contact unique ;
- la garantie que tous les nouveaux bâtiments ou les bâtiments rénovés sont équipés d'emblée pour le haut débit rapide ;
- l'ouverture de l'accès aux infrastructures à des conditions équitables et raisonnables, notamment en matière de prix, ainsi qu'aux gaines, conduites, trous de visite et boîtiers, poteaux, pylônes, antennes, tours et autres équipements existants ;
- la coordination des travaux de génie civil en permettant à tout opérateur de réseau de négocier des accords avec d'autres fournisseurs d'infrastructures.

AGENDA EUROPEEN

 **15-18 avril** : Session plénière du Parlement européen

 **23 avril** : Conseil Affaires générales

23 avril : Séminaire sur « Stimuler le développement régional en utilisant les applications satellitaires innovantes » organisé par EURISY, Bruxelles
Information et inscription : http://si.eurisy.org/public_maj_accueil.php?ref=project&id_project=7100

24-25 avril : 2^{ème} Séminaire européen sur les partenariats urbains-ruraux durables organisé par la Commission européenne, Varsovie (Pologne)
Information et inscription : http://ec.europa.eu/regional_policy/what/cohesion/urban_rural/index_en.cfm

24-25 avril : Assemblée générale de la Mission Opérationnelle Territoriale et conférence-débat sur le thème « 2014-2020 pour une coopération transfrontalière au service des citoyens », Strasbourg
Information et inscription : http://www.espaces-transfrontaliers.org/docdivers/FR_prg_24_25_avril_2013.pdf

7-8 mai : Conférence PLAN SET 2013 organisée par la Présidence irlandaise de l'UE, Dublin (Irlande)
Information et inscription : <http://www.setplan2013.ie/>

13 mai : Conférence sur le thème « Investir dans les régions et villes d'Europe » organisé par le Comité des Régions et la BEI, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.cor.europa.eu/en/news/events/Pages/finance-conference.aspx>

14 mai : Séminaire sur « L'UE et le séparatisme régional : les solutions du fédéralisme » organisé par le groupe PES du Comité des Régions, Bruxelles
Information et inscription : <http://pes.cor.europa.eu/Meetings/Events/Pages/regional-separatism.aspx>

14 mai : Conférence sur « Recherche européenne sur le cerveau : succès et prochains défis » organisé par la Commission européenne, Bruxelles
Information et inscription : http://ec.europa.eu/research/conferences/2013/brain-month/index_en.cfm?pg=conference&sub=general

14-15 mai : 8^{ème} workshop « Discussion entre pairs comme étape vers la Stratégie de Spécialisation intelligente » organisé par la plateforme de la S3, Vaasa (Finlande)
Information et inscription : http://ipts.jrc.ec.europa.eu/activities/research-and-innovation/data/event10/event_form.cfm

15 mai : Sommet politique sur « Sauver la génération perdue de l'Europe » organisé par Friends of Europe, Bruxelles
Information et inscription : <http://www.friendsofeurope.org/Contentnavigation/Events/Eventsoverview/tabid/1187/EventType/EventView/EventId/1198/EventDateID/1198/PageID/6278/SavingEuropesLostGeneration.aspx>

17 mai : Assemblée générale de l'ARE, Paris

 = Événements institutionnels

DERNIERS APPELS D'OFFRES

AUDIOVISUEL

- ☆ Appel à propositions — EACEA/09/13 — MEDIA 2007 — Soutien à la vidéo à la demande et à la distribution cinématographique numérique
Echéance : 23 juin 2013
JOUE C n°78 du 16 mars 2013, page 6
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:088:0006:0007:FR:PDF>

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ Appel à propositions spécifique — EAC/S06/13 — Charte Erasmus pour l'enseignement supérieur 2014-2020
Echéance : 15 mai 2013
JOUE C n°85 du 23 mars 2013, page 9
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:085:0009:0010:FR:PDF>

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

- ☆ Appel à propositions — Deuxième édition du concours de l'innovation sociale de l'Institut BEI
Echéance : 15 mai 2013
JOUE C n°70 du 9 mars 2013, page 28
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:070:0028:0028:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- ☆ Deuxième appel à propositions dans le cadre de la décision C(2010) 7499 de la Commission établissant les critères et les mesures pour le financement de projets de démonstration commerciale de techniques de captage et de stockage géologique du CO₂ sans danger pour l'environnement, ainsi que de projets de démonstration de technologies innovantes liées aux énergies renouvelables, dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union établi par la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil
Echéance : 3 juillet 2013
JOUE C n°94 du 3 avril 2013, page 8
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:094:0008:0008:FR:PDF>

JEUNESSE

- ☆ Appel à propositions — EACEA/10/13 — Programme «Jeunesse en action» — Action 3.2 — Jeunesse dans le monde: coopération avec des pays autres que les pays voisins de l'Union européenne
Echéance : 14 mai 2013
JOUE C n°72 du 12 mars 2013, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:072:0004:0007:FR:PDF>
- ☆ Appel à propositions — EACEA/11/13 — Programme Jeunesse en action — Action 4.5 — Soutien aux actions d'information à l'intention des jeunes et des personnes actives dans le domaine de la jeunesse et des organisations de jeunesse
Echéance : 27 juin 2013
JOUE C n°85 du 23 mars 2013, page 11
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:085:0011:0013:FR:PDF>

JUSTICE, LIBERTE ET SECURITE

- ☆ Hercule II — Appel à propositions — Formation, séminaires et conférences — Volet juridique
Echéance : 14 mai 2013
JOUE C n°73 du 13 mars 2013, page 21
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:073:0021:0023:FR:PDF>

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ Appel à propositions « ENIAC Joint Undertaking » - ENIAC-2013-2
Echéance : 23 août 2013
JOUE C n°78 du 16 mars 2013, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:078:0004:0004:FR:PDF>

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ Appels à propositions au titre du programme de travail «Personnes» 2013 du 7ème PCRD
Bourses intra européennes : FP7-PEOPLE-2013-IEF
Bourses internationales «entrantes» : FP7-PEOPLE-2013-IIF
Bourses internationales «sortantes» : FP7-PEOPLE-2013-IOF
Echéance : 14 août 2013
JOUE C n°75 du 14 mars 2013, page 11
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:075:0011:0011:FR:PDF>

TRANSPORTS

- ☆ Appel à propositions d'actions de transfert modal, actions à effet catalyseur, actions en faveur des autoroutes de la mer dans le cadre du programme MARCO POLO
Echéance : 23 août 2013
JOUE C n°78 du 16 mars 2013, page 4
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:078:0004:0004:FR:PDF>

APPELS D'OFFRES EN COURS

AFFAIRES MARITIMES

- ☆ Appel à propositions dans le cadre du programme de travail annuel sur la politique maritime intégrée pour 2012 (27 avril 2013)

AUDIOVISUEL

- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/29/12 (30 avril 2013)
- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/21/12 (1^{er} juillet 2013)
- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/33/12 (3 juin 2013)
- ☆ MEDIA 2007 — EACEA/40/12 (3 juin 2013)
- ☆ MEDIA 2007—EACEA/25/12 (30 avril 2013 et 1^{er} octobre 2014)
- ☆ MEDIA 2007-EACEA/07/13 (18 juin 2013)

CITOYENNETE

- ☆ Programme «L'Europe pour les citoyens» (2007-2013) : Action 1 Mesure 1.1 Rencontres de citoyens liées au jumelage de villes (1^{er} juin 2013, 1^{er} septembre 2013), Action 1 Mesure 1.2 Réseaux thématiques de villes jumelées (1^{er} septembre 2013), Action 1 Mesure 2.1 Projets citoyens (1^{er} juin 2013), Action 1 Mesure 2.2 Mesures de soutien (1^{er} juin 2013), Action 4 Une mémoire européenne active (1^{er} juin 2013)

CULTURE

- ☆ Programme Culture (2007-2013) : Volet 1.3.5 (3 mai 2013)

EDUCATION ET FORMATION

- ☆ EAC/S07/12 — Comenius, Grundtvig formation continue (30 avril 2013 et 17 septembre 2013), Grundtvig, Programme transversal visites d'étude (15 octobre 2013)
- ☆ EACEA/44/12 — Programme de coopération dans le domaine de l'enseignement (15 mai 2013)
- ☆ EACEA/45/12 — Programme de mobilité universitaire INTRA-ACP (10 juin 2013)

ENERGIE

- ☆ Énergie intelligente — Europe » (8 mai 2013 et 28 novembre 2013)

ENVIRONNEMENT

- ☆ Appel à propositions LIFE+ pour 2013 (25 juin 2013)

RECHERCHE ET INNOVATION

- ☆ FP7- ICT-2013-11 (16 avril 2013)
- ☆ CIP-ICT PSP-2013-7 (15 mai 2013)
- ☆ FCH-JU-2013-1 (22 mai 2013)
- ☆ ENIAC-2013-1 (23 mai et 12 septembre 2013)
- ☆ Artemis-2013-1 (6 juin 2013)
- ☆ FP7-PEOPLE-2013-CIG (18 septembre 2013)
- ☆ ERC-2013-PoC (3 octobre 2013)
- ☆ Appel à propositions au titre du programme de travail du programme européen de recherche en météorologie (EMRP) (1^{er} octobre 2013)

SOCIETE DE L'INFORMATION

- ☆ Experts indépendants pour le programme « Internet plus sûr » (30 décembre 2013)

OFFRES DE PARTENARIAT

EDUCATION ET FORMATION

L'université Anglia Ruskin (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre du projet Erasmus Mundus (Thématique « Goût d'Europe ») pour un projet ayant pour objectif d'encourager le dialogue et les liens culturels entre les universités européennes et leurs homologues de l'Asie du Sud (Indonésie, Myanmar, Thaïlande, Vietnam).

ENERGIE

Le Conseil de Comté du Hampshire (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre du programme Energie Intelligente-Europe pour un projet ayant pour objectif l'utilisation d'un cluster pour développer les entreprises de services énergétiques et les contrats de performance énergétique et les rendre plus accessibles aux petits consommateurs des secteurs publics et privés.

La ville de Peterborough (Royaume-Uni) cherche des partenaires dans le cadre du programme Energie Intelligente Europe (thématique « STEER ») pour un projet ayant pour objectif de travailler en partenariat avec les citoyens et les communautés pour développer et encourager l'utilisation du vélo comme moyen de transport.

Une agence de l'énergie irlandaise cherche des partenaires dans le cadre du programme Energie Intelligente Europe (thématique « ALTERNER ») pour un projet portant sur le développement de solutions pour lutter en faveur de l'élimination des barrières pour les générateurs de petite échelle d'électricité renouvelable.

RECHERCHE ET INNOVATION

Le Parc scientifique de Madrid (Espagne) cherche des partenaires dans le cadre de l'appel à propositions « Clusters et entrepreneuriat pour le soutien aux industries émergentes 64/G/ENT/CIP/13C/N04C02 » ayant pour objectif de mettre en place un modèle d'innovation ouverte.

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

Une entreprise danoise cherche des partenaires dans le cadre de l'appel 2013 « Assistance à la vie autonome » pour un projet portant le développement de solutions pour lutter en faveur des personnes âgées contre les désagréments liés aux bruits dans de grandes pièces.

SPORT

La municipalité de Canyelles (Espagne) cherche des partenaires pour échanger des informations et des bonnes pratiques dans le domaine du sport et travailler dans le cadre de futurs projets.

⇒ Le détail des offres de partenariat (contacts et fiches techniques des projets) sera envoyé sur demande

CONSULTATIONS

AFFAIRES MARITIMES ET PECHE

La pêche artisanale au filet maillant dérivant

Consultation ouverte jusqu'au 28 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/dgs/maritimeaffairs_fisheries/consultations/driftnet/index_en.htm

Instruments juridiques applicables aux aides d'État dans le secteur de la pêche

Consultation ouverte jusqu'au 17 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/dgs/maritimeaffairs_fisheries/consultations/state-aid/index_fr.htm

AGRICULTURE

Le réexamen des programmes destinés à distribuer des produits agricoles dans les écoles

Consultation ouverte jusqu'au 22 avril 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/agriculture/consultations/school-children/2013_en.htm

CONCURRENCE

Projet de règlement sur les subventions de faible montant (règlement relatif aux aides d'État *de minimis*)

Consultation ouverte jusqu'au 15 mai 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2013_de_minimis/index_en.html

Révision des règles d'évaluation des accords de licence pour le transfert de technologie

Consultation ouverte jusqu'au 17 mai 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2013_technology_transfer/index_en.html

Règles de l'UE relatives au contrôle des concentrations – Projet de révision de la procédure simplifiée et du règlement d'application du règlement sur les concentrations

Consultation ouverte jusqu'au 19 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/competition/consultations/2013_merger_regulation/index_en.html

ENERGIE ET CLIMAT

Établissement des listes annuelles des priorités pour l'élaboration des codes de réseau et orientations pour 2014 et au-delà

Consultation ouverte jusqu'au 13 mai 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/energy/gas_electricity/consultations/20130513_network_codes_fr.htm

L'accord international de 2015 sur le changement climatique : définir la politique internationale en matière de climat après 2020

Consultation ouverte jusqu'au 26 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/clima/consultations/0020/index_en.htm

Le contenu d'un cadre pour 2030 pour les politiques en matière de climat et d'énergie

Consultation ouverte jusqu'au 2 juillet 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/energy/consultations/20130702_green_paper_2030_en.htm

Le futur du captage et du stockage du carbone en Europe

Consultation ouverte jusqu'au 2 juillet 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/energy/coal/ccs_en.htm

ENVIRONNEMENT

Révision du cadre juridique européen relatif aux inspections environnementales

Consultation ouverte jusqu'au 26 mai 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/environment/consultations/inspections_en.htm

Le Livre Vert sur les déchets plastiques

Consultation ouverte jusqu'au 7 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/environment/consultations/plastic_waste_en.htm

MARCHE INTERIEUR

Livre vert sur les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et non alimentaire interentreprises en Europe

Consultation ouverte jusqu'au 30 avril 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2013/unfair-trading-practices/index_fr.htm

Le livre vert sur le financement à long terme de l'économie européenne

Consultation ouverte jusqu'au 25 juin 2013

Pour y participer : http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2013/long-term-financing/index_fr.htm

Commandez vos documents par fax ou par courrier électronique**Destinataire : Antenne C.T.C.**Tél : 00.322.235.86.12 – Fax : 00.322.235.86.65 – Courriel : ctc.bruxelles@skynet.be

EXPÉDITEUR:
SERVICE:
ADRESSE:
TÉLÉPHONE:
TÉLÉCOPIE:

AFFAIRES MARITIMES ET PECHE

- Proposition de directive établissant un cadre pour la planification de l'espace maritime et la gestion intégrée des zones côtières
COM(2013) 133 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0133:FIN:FR:PDF>
- Proposition de règlement concernant le financement pluriannuel de l'Agence européenne pour la sécurité maritime dans le domaine de la lutte contre la pollution causée par les navires et la pollution marine causée par les installations pétrolières et gazières
COM(2013) 174 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0174:FIN:FR:PDF>

AGRICULTURE

- Décision d'exécution de la Commission du 26 février 2013 écartant du financement de l'Union européenne certaines dépenses effectuées par les États membres au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), section «Garantie», du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER)
JOUE C n°67 du 9 mars 2013, page 20
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:067:0020:0052:FR:PDF>

CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

- Résolution du Parlement européen du 13 mars 2013 sur les conclusions du Conseil européen des 7 et 8 février concernant le cadre financier pluriannuel
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&reference=P7-TA-2013-0078&language=FR&ring=B7-2013-0129>

CONCURRENCE

- Avis du Comité des régions sur les «Lignes directrices relatives aux aides d'État à finalité régionale pour la période 2014-2020»
JOUE C n° 62 du 2 mars 2013, page 57
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:062:0057:0063:FR:PDF>

EDUCATION ET FORMATION

- «Investir dans l'éducation et la formation: une réponse à la communication de la Commission intitulée « Repenser l'éducation - Investir dans les compétences pour de meilleurs résultats socio-économiques » et à l'examen annuel de la croissance 2013»: conclusions du Conseil
JOUE C n° 64 du 5 mars 2013, page 5
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:064:0005:0008:FR:PDF>

ECONOMIE

- Communication de la Commission européenne « Vers une union économique et monétaire véritable et approfondie Coordination préalable des projets de grandes réformes des politiques économiques »
COM(2013) 166 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0166:FIN:FR:PDF>

- Communication de la Commission européenne « Vers une union économique et monétaire véritable et approfondie Création d'un instrument de convergence et de compétitivité »
COM(2013) 165 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0165:FIN:FR:PDF>

EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

- Communication de la Commission « Une Initiative pour l'emploi des jeunes »
COM(2013) 144 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0144:FIN:FR:PDF>
- Proposition de modification de la proposition de la Commission de règlement relatif au FSE et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil
7533/13 du 14/03/2013
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/13/st07/st07533.fr13.pdf>
- Proposition de modification de la proposition de la Commission de règlement portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP relevant du cadre stratégique commun, et portant dispositions générales applicables au FEDER, au FSE et au Fonds de cohésion, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil
7537/13 du 14/03/2013
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/13/st07/st07537.fr13.pdf>
- Rapport spécial de la Cour des Comptes n°25/2012 « Des outils ont-ils été mis en place afin de vérifier l'efficacité des dépenses du Fonds social européen en faveur des travailleurs âgés? »
JOUE C n° 65 du 6 mars 2013, page 3
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:065:0003:0003:FR:PDF>
- Avis du Comité des régions « Le rôle des collectivités locales et régionales dans la promotion de la croissance et le développement de la création d'emplois »
JOUE C n° 62 du 2 mars 2013, page 70
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:062:0070:0076:FR:PDF>

ENERGIE ET CLIMAT

- Livre vert « Un cadre pour les politiques en matière de climat et d'énergie à l'horizon 2030 »
COM(2013) 169 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0169:FIN:FR:PDF>
- Communication sur le futur du captage et du stockage du carbone en Europe (en anglais uniquement)
COM(2013) 180 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0180:FIN:EN:PDF>
- Rapport sur les progrès en matière d'énergies renouvelables (en anglais uniquement)
COM(2013) 175 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0175:FIN:EN:PDF>
- Communication « L'accord international de 2015 sur le changement climatique : définition de la politique internationale en matière de climat après 2020 Communication consultative »
COM(2013) 167 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0167:FIN:FR:PDF>
- Proposition de règlement concernant la communication à la Commission des projets d'investissement relatifs à des infrastructures énergétiques dans l'Union européenne, et remplaçant le règlement (UE, Euratom) n° 617/2010
COM(2013) 153 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0153:FIN:FR:PDF>

- Résolution du Parlement européen du 14 mars 2013 sur la feuille de route pour l'énergie à l'horizon 2050, un avenir avec de l'énergie
<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=TA&language=FR&reference=P7-TA-2013-88>

ENTREPRISES ET INDUSTRIE

- Communication de la Commission « Réglementation intelligente - Répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises »
COM(2013) 122 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0122:FIN:FR:PDF>

ENVIRONNEMENT

- Livre vert sur une stratégie européenne en matière de déchets plastiques dans l'environnement
COM(2013) 123 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0123:FIN:FR:PDF>

INSTITUTIONS EUROPEENNES

- Recommandation de la Commission du 12 mars 2013 sur le renforcement de la conduite démocratique et efficace des élections au Parlement européen
JOUE L n° 79 du 21 mars 2013, page 29
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2013:079:0029:0032:FR:PDF>
- Communication de la Commission européenne « Préparer le scrutin européen de 2014: comment renforcer la conduite démocratique et efficace des prochaines élections au Parlement européen »
COM(2013) 126 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0126:FIN:FR:PDF>

MARCHE INTERIEUR

- Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion du protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics
COM(2013) 147 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0143:FIN:FR:PDF>
- Annexe à la Proposition de décision du Conseil établissant la position à prendre par l'Union européenne au sein du comité des marchés publics en ce qui concerne les décisions mettant en œuvre certaines dispositions du protocole portant amendement de l'accord sur les marchés publics
COM(2013) 142 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0142:FIN:FR:PDF>
- Livre vert sur le financement à long terme de l'économie européenne
COM(2013) 150 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0150:FIN:FR:PDF>
- Communication de la Commission relative à l'application de la directive sur les pratiques commerciales déloyales « Atteindre un niveau élevé de protection des consommateurs - Renforcer la confiance dans le marché intérieur »
COM(2013) 138 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0138:FIN:FR:PDF>

POLITIQUE DE COHESION

- Décision de la Commission du 20 mars 2013 concernant l'approbation des lignes directrices relatives à la clôture des programmes opérationnels adoptés pour bénéficier de l'intervention du Fonds européen de développement régional, du Fonds social européen et du Fonds de cohésion (2007-2013)
C(2013) 1573 final
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/guidelines/closure_2007_2013/guidelines_closure_20072013_fr.pdf

- Communication de la Commission « Résultats de la vérification de l'additionnalité à mi-parcours pour la période 2007-2013
Doc COM (2013) 104 final
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/13/st07/st07081.fr13.pdf>
- Guide de l'innovation sociale, élaboré par la Commission européenne (DG REGIO et DG EMPL)
– disponible en anglais uniquement
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/presenta/social_innovation/social_innovation_2013.pdf
- Résolution du Comité des régions sur le « Paquet législatif sur la politique de cohésion post-2013 »
JOUE C n° 62 du 2 mars 2013, page 1
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:C:2013:062:0001:0007:FR:PDF>

POLITIQUE DE VOISINAGE

- Communication de la Commission « Politique européenne de voisinage: vers un renforcement du partenariat »
JOIN(2013) 4 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=JOIN:2013:0004:FIN:FR:PDF>

RECHERCHE ET INNOVATION

- Tableau de bord de l'innovation 2013
http://ec.europa.eu/enterprise/policies/innovation/files/ius-2013_en.pdf
- Communication de la Commission « État de l'Union de l'innovation 2012 – Accélérer le changement »
COM(2013) 149 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0149:FIN:FR:PDF>
- Les progrès de la mise en œuvre de l'Union de l'innovation dans les Etats membres et pays associés
http://ec.europa.eu/research/innovation-union/pdf/state-of-the-union/2012/innovation_union_progress_at_country_level_2013.pdf#view=fit&pagemode=none

RESEAUX TRANSEUROPEENS

- Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes, et abrogeant la décision n° 1364/2006/CE et modifiant les règlements (CE) n° 713/2009, (CE) n° 714/2009 et (CE) n° 715/2009
<http://register.consilium.europa.eu/pdf/fr/12/pe00/pe00075.fr12.pdf>

SOCIETE DE L'INFORMATION

- Proposition de règlement relatif à des mesures visant à réduire le coût du déploiement de réseaux de communications électroniques à haut débit
COM(2013) 147 final
<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2013:0147:FIN:FR:PDF>